

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 16/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ANGERS ENROBES

21 RUE DU BOCAGE
49610 Mozé-sur-Louet

Références : 2023-029_INSP_RAP_SB_Angers Enrobés
Code AIOT : 0006301279

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2023 dans l'établissement ANGERS ENROBES implanté 21 rue Bocage 49610 Mozé-sur-Louet. L'inspection a été annoncée le 30/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANGERS ENROBES
- 21 rue Bocage 49610 Mozé-sur-Louet
- Code AIOT : 0006301279
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une centrale fabriquant des enrobés routiers à chaud au bitume. L'activité est autosisée depuis 1977 sur ce site, toutefois, les installations ont été intégralement modifiées et modernisées récemment. Un arrêté de 2018 a autorisé cette importante modernisation incluant notamment un passage au gaz naturel liquéfié (GNL) des installations, le réchauffage électrique des bitumes et enrobés. L'ensemble des installations et équipements actuels

ont été renouvelés depuis 2018. L'installation permet le recyclage d'enrobés collectés sur des chantiers. Elle est positionnée à proximité immédiate de la carrière de la société TPPL (bien que les granulats utilisés ne proviennent pas de cette carrière). La société Angers Enrobés est détenue majoritairement par le groupe Colas et pour un peu plus d'un tiers par la société TPPL.

Le chef de poste rencontré lors de l'inspection a pris ses fonctions sur ce site en 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité au dossier (implantation, équipements,...);
- Conditions de rejets atmosphériques ;
- Prévention de la pollution des sols et eaux;
- Conditions d'admissions des enrobés à recycler

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Prévention des pollutions des eaux et du sol	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.1.2 (pour partie)	/	Sans objet
6	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.1.3	/	Sans objet
7	Réservoirs	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 7.5.3	/	Sans objet
8	Dépôt de bitume	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 7.3.6	/	Sans objet
9	Recyclage de fraisats et de croûtes d'enrobés dans les installations	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 5.1.7	/	Sans objet
10	Contrôle des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 3.2.5 et articles 3.2.3 et 3.2.4	/	Sans objet
11	Effluents susceptibles d'être pollués	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.2.1	/	Sans objet
13	Gestion des ouvrages (déshuileur)	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.3.2 (pour partie)	/	Sans objet
14	Surveillance de la qualité des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.3.4	/	Sans objet
15	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 7.6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des installations	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Volume d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 1.3.1	/	Sans objet
3	Principales installations	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 1.3.2	/	Sans objet
4	Voies de circulations	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 3.1.4	/	Sans objet
12	Eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le nouveau chef de poste n'avait pas connaissance de l'ensemble des dispositions de l'autorisation d'exploiter. Les résultats des suivis des rejets atmosphériques apparaissent conformes bien que des observations figurent dans les constats.

Une multitude de points nécessite des éclairages, compléments et/ou actions de la part de l'exploitant.

L'aspect le plus problématique à ce stade concerne les apports d'enrobés recyclés dans la centrale, en particulier le contrôle relatif à l'absence d'amiante et de goudrons ainsi que la traçabilité (lien entre analyses et camions d'apports/acceptation/registres).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 1.2
Thème(s) : Autre, Emplacement des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont situées sur les parcelles référencées sous les numéros 532p, 535p, 539p, 2253p, 2255p, 2398p, 2399p, 2891p, 3216p, chemin rural n° 70p, section C du plan cadastral de la commune de Mozé sur Louet pour une superficie totale de 2 ha 68 a. Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété par la demande de modification des conditions d'exploitation susvisée du 07 novembre 2012 et le dossier de porter à connaissance susvisé du 28 juin 2018 déposés par l'exploitant sans préjudice du respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Les installations sont situées aux emplacements prévus. Les installations et leurs annexes, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter complété. Notons qu'une rampe d'accès à l'aire d'entreposage des enrobés à recycler et des granulats depuis l'emprise du poste de la centrale a été créée. Hormis la voie d'accès depuis le portail d'entrée au site, la circulation liée à la centrale évite le passage par la carrière et par la centrale à béton voisine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Volume d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 1.3.1
Thème(s) : Autre, Volume d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement procède à l'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers à partir d'un poste d'enrobage de capacité nominale de 200 tonnes par heure à une teneur en humidité des granulats de 3%. La production moyenne annuelle représente un tonnage d'environ 200 000 tonnes de matériaux routiers pour une production maximale annuelle de 250 000 tonnes. La production maximale journalière de la centrale est estimée à environ 2400 tonnes.
Constats : L'exploitant a confirmé que la capacité nominale de la centrale est de 200 t/h à une teneur en humidité des granulats de 3%. La production de 2022 était nettement inférieure à la moyenne annuelle prévisionnelle de 200 000 t envisagée et à la production maximale annuelle de 250 000 t autorisée. Idem pour la production maximale journalière qui dépend de l'amplitude horaire de fonctionnement, au grès des chantiers. L'exploitant a précisé que la production était réalisée avec plus d'un quart d'enrobés recyclés dans l'installation en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Principales installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 1.3.2
Thème(s) : Autre, Principales installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations comportent notamment les éléments ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • Un tambour sécheur malaxeur ; • Un brûleur de 13 MW de puissance fonctionnant au gaz naturel liquéfié pour le séchage des granulats ; • Un ventilateur d'extraction pour les gaz de combustion et la vapeur d'eau : les gaz sont ensuite filtrés dans un dépoussiéreur de type filtre à manches et rejetés par une cheminée de 24 mètres de hauteur et de diamètre 1,1 mètre ; • Une cabine de commande avec un système d'automatisation capable de gérer en continu l'humidité ; • Deux convoyeurs d'alimentation (1 pour les granulats, 1 pour les recyclés) ; • Un ensemble de recyclage ; • Six trémies à granulats de capacité unitaire de 15 m3 ; • Un silo de stockage de filler de 50 m3 ; • Cinq trémies de stockage calorifugées de capacité unitaire de 60 tonnes pour les enrobés et deux trémies de refus de 12 tonnes ; • Quatre citernes de 80 m3 pour le stockage du bitume ; • Un réservoir de gaz naturel liquéfié de 87 m3 dont le remplissage n'excède pas 85%, muni d'équipements permettant de prévenir tout sur remplissage ; • Une cuve double enveloppe de 2,5 m3 de GNR ; • Un concasseur mobile et une chargeuse pour le chargement des granulats et des recyclés. Un bâtiment couvre le tambour sécheur malaxeur, le filtre, le silo à filler et le doseur d'additif.
Constats : Les installations comportent globalement les éléments prévus mais les observations suivantes ont toutefois été faites : Selon le plan de l'installation, la hauteur de la cheminée est de 24 m (le rapport du contrôle du 19/10/2022 des émissions de DEKRA indique lui "approximativement 30 m). Le diamètre de la cheminée est de 0,95 m selon les documents techniques de l'exploitant (et non de 1,1 m comme prévu initialement - le rapport du contrôle du

<p>19/10/2022 des émissions de DEKRA indique lui un diamètre intérieur de 0,93 m).</p> <p>Selon les indications de la supervision de la centrale, le réservoir de GNL serait de 86 m3 (et non de 87 m3). L'installation est "gérée" par le fournisseur de gaz et l'exploitant n'a pu préciser les équipements permettant de prévenir tout sur remplissage au dessus de 85%. Ce taux de remplissage maximal est néanmoins rappelé in-situ.</p> <p>Le parc de stockage de bitume comporte 3 citernes verticales de bitume au lieu des 4 prévues. Chaque cuve ferait 80 m3 mais l'affichage in-situ est (selon l'exploitant erroné) puisqu'il indique 75 m3 au niveau de chacune des 3 cuves.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit être en mesure de connaître avec certitude les informations en réponse aux observations citées dans les constats concernant la cheminée, le réservoir de GNL et les citernes de bitume. Les éléments justificatifs des informations correctes doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et s'il y a lieu, des actions correctives mises en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Voies de circulations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 3.1.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Principales installations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une signalisation adaptée explicite sera en place sur le site et un plan de circulation sera affiché à l'entrée de la centrale d'enrobage.</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt (enrobés, poussières, boue,...) sur les voies de circulation ; • en matière d'accès et de plan de circulation, l'établissement se conformera aux dispositions prévues dans son dossier et aux règles fixées par l'exploitant de la carrière ; • les voies de circulation et les voies d'accès à l'établissement sont délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté ; • les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.</p>
<p>Constats : Une signalisation adaptée explicite est en place sur le site et un plan de circulation à l'entrée de la centrale d'enrobage.</p> <p>Les voies de circulation étaient propres et revêtues.</p> <p>L'aménagement des voies constaté permet aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer.</p> <p>La localisation de la réserve d'eau d'extinction pourrait être précisée sur le plan d'accès à la centrale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Prévention des pollutions des eaux et du sol

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.1.2 (pour partie)</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. A cet effet, les</p>

principales installations sont disposées sur une aire bétonnée. Aucun stockage ne doit être effectué à même le sol, de déchets ou produits susceptibles de créer une pollution.
<p>Constats : Les secteurs de stockage et de manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont pour l'essentiel sur des aires étanches et aménagées (aire bétonnée, dalle béton dans l'atelier,...).</p> <p>Il n'a pas été constaté de déchets ou produits susceptibles de créer une pollution stockés à même le sol. Des bacs étanches dédiés aux stockages des déchets triés en attente d'évacuation sont notamment présents.</p> <p>L'inspection des installations classées a toutefois noté que l'emplacement où se positionnent les engins pour leur ravitaillement n'est pas étanche et que des dispositions doivent être prises pour assurer la collecte d'égouttures ou rejets intempestifs accidentels.</p>
Observations : L'exploitant doit mettre en œuvre des dispositions pour s'assurer que le remplissage des engins ne peut être à l'origine d'une pollution des sols ou des eaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.1.3
Thème(s) : Autre, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100% de la capacité du plus grand réservoir, • 50% de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • Dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • Dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>Les cuvettes de rétention doivent être conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles doivent présenter une stabilité au feu suffisante pour traiter un sinistre.</p> <p>Elles doivent être correctement entretenues et débarrassées des indésirables (végétations, dépôts, eaux météoriques,...) pouvant les encombrer. Elles ne doivent comporter aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou vers le milieu naturel récepteur.</p> <p>Les produits récupérés en cas de pollution accidentelle ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
Constats : Les 3 cuves de bitume sont dans une même rétention en béton. Le volume affiché de la rétention

<p>est de 171 m3. Ce volume est conforme puisqu'il est supérieur à 100% du plus grand réservoir (cuves de 80 m3) et qu'il est aussi supérieur à 50% de la capacité de l'ensemble des 3 réservoirs (>120 m3). Il n'a pas été vu de moyen gravitaire de vidange de cette rétention lors de l'inspection.</p> <p>Des produits en récipients unitaires dont certains d'au plus 250 l sont présents à l'abri le long de l'atelier (huile,...) ainsi que quelques cubitainers (1000 l). Ils sont positionnés sur des rétentions métalliques (sur caillebotis).</p> <p>Pour les cubitainers de 1000 l contenant des produits susceptibles de créer des pollutions (selon l'étiquetage indiquant notamment "produit dangereux pour l'environnement"). L'exploitant doit s'assurer que la rétention associée dispose d'un volume supérieur à 100% du plus grand réservoir (>1000 l) et supérieur à 50% de la capacité de l'ensemble des réservoirs associés, ce qui n'a pas été établi lors de l'inspection.</p> <p>Au même emplacement (le long de l'atelier) une cuve de GNR (2500 l) en double enveloppe est également présente. L'exploitant n'a pas connaissance de dispositif de détection ou d'alarme en cas de fuite au niveau de cette cuve. De fait, la double enveloppe est sans intérêt. Cette cuve n'est pas positionnée dans une rétention.</p> <p>Les rétentions observées sont en bon état et ne sont pas encombrées.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets susceptibles de créer des pollutions (chiffons souillés, aérosols,...) sont faits dans des conditions adaptées pour éviter la diffusion de pollutions (en bacs ou fûts dédiés).</p>
<p>Observations : Compte tenu des constats qui précèdent, l'exploitant doit justifier de la conformité des rétentions existantes ou, le cas échéant, se mettre en conformité (cuve de GNR,...).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Réservoirs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.</p> <p>Les réservoirs fixes sont maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent être déplacés sous l'effet du vent ou sous celui de la poussée des eaux.</p> <p>A proximité de l'orifice de remplissage des réservoirs sont mentionnées de façon apparente la capacité et la nature du produit du réservoir qu'il alimente.</p> <p>Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.</p>
<p>Constats : Le type de matériaux utilisés n'a pas été examiné lors de l'inspection ni les fixations des réservoirs fixes puisqu'elles n'étaient pas toutes visibles.</p> <p>A proximité de l'orifice de remplissage des réservoirs la capacité et la nature du produit du réservoir qu'il alimente ne sont pas toujours mentionnées.</p> <p>Les canalisations (gaz et bitume) sont installées hors de zones de manœuvres à l'abri des chocs.</p> <p>Il n'a pas été observé de tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt.</p>
<p>Observations : L'exploitant s'est engagé à mentionner prochainement de façon apparente la capacité et la nature du produit du réservoir, à proximité de l'orifice de remplissage des réservoirs qu'il alimente.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Dépôt de bitume

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 7.3.6
Thème(s) : Autre, Dépôt de bitume
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit de pénétrer dans le dépôt avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents.</p> <p>L'éclairage du dépôt se fait par lampes électriques à incandescence fixes.</p> <p>Les cuves de bitume sont équipées d'évents de décompression et de disques de rupture installés au-dessus du niveau haut de remplissage des cuves assurant la décompression de ces dernières. Les événements sont entretenus, notamment régulièrement tringlés afin de garantir leur fonction de sécurité.</p>
<p>Constats : Une interdiction d'accès et de fumer est affichée à proximité du dispositif de remplissage des réservoirs de bitumes. Aucune interdiction n'est présente au niveau de l'escalier d'accès dans la rétention qui se trouve du côté opposé.</p> <p>L'éclairage du dépôt se fait par lampes LED fixes.</p> <p>Les cuves de bitume sont équipées notamment d'évents de décompression et de disques de rupture installés au-dessus du niveau haut de remplissage des cuves.</p> <p>La présence d'une aspiration des gaz en partie haute des réservoirs a également été constatée. Les gaz sont dirigés vers un traitement sur charbon actif avant rejet à l'atmosphère. Enfin, des "surverses" des réservoirs dirigés dans la rétention sont également présents. Leurs sorties sont obturées par des sacs plastiques pour maintenir l'aspiration des gaz susmentionnée (les sacs fondent en cas d'écoulement).</p> <p>L'exploitant n'a pas connaissance d'un tringlage ou entretien régulier des événements.</p>
Observations : L'exploitant doit assurer un tringlage ou entretien régulier des événements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Recyclage de fraisats et de croûtes d'enrobés dans les installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 5.1.7
Thème(s) : Autre, Recyclage de fraisats et de croûtes d'enrobés dans les installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Seuls des matériaux ayant fait l'objet d'une caractérisation conforme concernant notamment l'amiante (absence) et les goudrons (teneur en HAP inférieure à 50 mg/kg) sont recyclés dans les installations.</p> <p>Une procédure de suivi des matériaux entrants sur le site est mise en place, sans préjudice des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant notamment de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées. Elle comprend l'examen visuel des matériaux entrants, la pesée de chaque camion, la vérification que les matériaux proviennent bien d'un chantier identifié et qu'ils ont fait l'objet d'une caractérisation.</p> <p>Tout camion acheminant des matériaux ne répondant pas à ces critères est refusé.</p> <p>Un registre des matériaux entrants est mis en place et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Ce registre permet d'assurer la traçabilité des quantités recyclées et refusées. En outre, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les motifs des refus et la destination finale des matériaux concernés.</p> <p>Les informations sont archivées sur une durée minimale de cinq ans.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'ensemble des enrobés à recycler apportés dans ses installations sont exempts d'amiante et de goudrons.</p> <p>L'exploitant distingue les apports de "rabortages et fraisats" d'une part et de "croûtes" d'autre part.</p> <p>Les rabortages et fraisats proviennent selon l'exploitant de chantiers relativement conséquents. Pour ces derniers,</p>

<p>l'exploitant a indiqué disposer avant réception d'analyses. Par sondage, le cas d'apports d'un chantier de réfection de l'A11 a été examiné. Des résultats d'analyses attestant de l'absence d'amiante ont été présentés mais, aucun élément ne permettant d'attester de l'absence de goudrons n'a pu être présenté.</p> <p>Concernant les croûtes d'enrobés qui proviennent en général de plus petits chantiers, l'exploitant ne dispose d'aucun élément.</p> <p>En outre, l'exploitant ne dispose d'aucun équipement in-situ permettant de faire de tests (type spray Pack-Marker ou autre) pour détecter la présence de goudrons.</p> <p>Il n'a pas pu être présenté de procédure adaptée strictement conforme aux exigences réglementaires en termes de suivi des matériaux entrants sur le site. Les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant notamment de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées ne sont pas satisfaites.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un examen visuel des matériaux entrants et une pesée de chaque camion était faite sur les apports.</p> <p>Aucune information concernant la vérification exhaustive que des matériaux donnés proviennent bien d'un chantier identifié ou qu'ils ont fait l'objet d'une caractérisation n'a pu être présentée.</p> <p>L'exploitant a présenté un journal des pesées en guise de registre concernant les apports de croûtes d'enrobés. Il a présenté des accusés de réception, tirés de son système informatique concernant des fraisats.</p> <p>Ces documents permettent d'assurer la traçabilité des quantités recyclées notamment.</p> <p>Le cas de refus n'a pas été abordé lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a indiqué envisager la mise en place d'un système d'entreposage temporaire (le temps d'analyses) par lots, des apports de croûtes d'enrobés arrivant sur son site.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions prévues (arrêté préfectoral, arrêté ministériel du 12/12/2014 (NOR : DEVP1412523A) et arrêté ministériel du 31/05/2021 (NOR : TREP2110485A qui remplace l'arrêté ministériel du 29/02/2012)), en termes d'acceptation préalables, de vérifications et de registres de suivis. Il doit exposer et justifier des actions qu'il met en œuvre pour y parvenir.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Contrôle des émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 3.2.5 et articles 3.2.3 et 3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Principales installations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Article 3.2.3. Conditions générales de rejet Hauteur minimum : 24 m -Vitesse mini d'éjection : 8 m/s Les mesures se font sur gaz humides. Le débit maximum sera de 69 500 m³/h à température des gaz et 44 000 Nm³/h à 20°C. - Article 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides. Les rejets dans l'air des installations ne doivent pas dépasser les valeurs limites ci-dessous pour une teneur en oxygène de référence de 17 %. Concentration maximale en mg/Nm³ : Poussières totales : 50 SO₂ : 300 si le flux horaire est > 25kg/h NOX en équivalent NO₂ : 500 si le flux horaire est > 25kg/h COVnm : 110 si flux horaire est supérieur à 2 kg/h CO : 400

Formaldéhyde : 20

Benzène : 2

Benzo[a]pyrène : 0,15.10⁻³

Naphtalène : 0,259

- Article 3.2.5.

Les installations de dépoussiérage de la centrale sont aménagées et disposées de manière à permettre les mesures de contrôle des émissions de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement est périodiquement vérifié.

Un appareil de mesure permettant une évaluation en permanence de la teneur en poussière des rejets est installé sur la cheminée de la centrale et permet de détecter tout dysfonctionnement.

L'exploitant fait procéder à une analyse des émissions atmosphériques à la cheminée, dès la mise en activité de l'installation puis tous les ans, à sa charge par un organisme extérieur compétent. La mesure porte sur la température des gaz, la vitesse d'éjection des gaz et a minima sur les paramètres cités à l'article précédent ainsi que sur les métaux. L'exploitant évalue les flux horaires relatifs à chaque polluant. L'exploitant analyse les résultats et en fait un bilan (en précisant notamment la quantité émise par polluant/tonne d'enrobé fabriqué). Les résultats et le bilan de l'analyse sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Après 3 campagnes d'analyses, sur la base des résultats obtenus, l'exploitant actualise l'évaluation des effets sanitaires de ses installations et la communique à l'inspection des installations classées. Au regard des éléments communiqués, l'inspection des installations classées pourra proposer que les analyses annuelles ultérieures portent uniquement sur les cinq premiers paramètres listés dans le tableau précédent.

Constats : - Article 3.2.3. Au regard des éléments examinés, la hauteur de la cheminée serait de 24 m (bien que le rapport de contrôle des rejets de DEKRA indique de l'ordre de 30 m). La vitesse d'éjection des gaz est supérieure à 8 m/s (de l'ordre de 13 m/s). Le débit de rejet mesuré est bien inférieur au débit maximal (de l'ordre de 20 000 m³/h).

- Articles 3.2.4. et 3.2.5 Pour les paramètres identifiés, le rapport de contrôle fait par DEKRA le 19/10/2022 montre des valeurs de concentrations dans les rejets atmosphériques conformes et nettement inférieures aux valeurs limites.

Le rapport ne permet toutefois pas une appréciation correcte des valeurs pour le Benzo[a]pyrène et le Naphtalène par rapport aux valeurs de l'AP.

L'examen post inspection du rapport de mesures montre que ces dernières ont été faites avec une production entre 140 et 150 t/h. Ce constat interpelle dans la mesure où la capacité nominale annoncée de l'installation est de 200 t/h.

Le bon état de fonctionnement du dépoussiérage est fait notamment au travers d'un appareil de mesure en continu de la concentration en poussières dans les rejets. Notons que sur les mesures de DEKRA, la concentration maximale de poussières des rejets est de 13,6 mg/m³ pour une valeur limite autorisée à 50 mg/m³.

L'appareil de mesure qui permet une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets de la centrale pour détecter tout dysfonctionnement est associé à une alarme qui se déclenche à 95 mg/m³ et arrête l'installation à 100 mg/m³. Questionné par l'inspection des installations classées, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser le choix des valeurs retenues dans la mesure où elles sont quasiment au double de la valeur limite autorisée. Des éléments de réponse sont attendus pour expliciter ce qui se passe si la concentration est entre 50 mg/m³ et 95 mg/m³ (situation impossible ?).

L'exploitant n'a pas fait état d'analyse de ses résultats ni d'un bilan des mesures précisant notamment la quantité émise par polluant/tonne d'enrobé fabriqué.

L'inspection des installations classées et l'exploitant n'ont pas connaissance qu'une actualisation de l'évaluation des effets sanitaires des installations ait été faite et communiquée, après 3 campagnes d'analyses.

Observations : L'exploitant doit apporter un certain nombre d'éclairages au regard des constats qui précèdent. Une appréciation des valeurs de rejet pour le Benzo[a]pyrène et le Naphtalène par rapport aux valeurs de l'AP doit être fournie.

Des explications et justifications de la représentativité effective des mesures faites des rejets, compte tenu de la

<p>production (entre 140 et 150 t/h) bien en dessous de la capacité nominale (200 t/h) lors des mesures.</p> <p>Des explications et justifications du choix des valeurs retenues (alarme et arrêt) au niveau du suivi en continu de la concentration de poussières dans les rejets.</p> <p>Une analyse des résultats et un bilan des mesures précisant notamment la quantité émise par polluant/tonne d'enrobé fabriqué doivent être faits.</p> <p>Une actualisation de l'évaluation des effets sanitaires des installations doit être faite et communiquée compte tenu des campagnes d'analyses réalisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : Effluents susceptibles d'être pollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.2.1
Thème(s) : Autre, Effluents susceptibles d'être pollués
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il s'agit principalement des eaux de lavage, des égouttures collectées au niveau de l'application éventuelle d'anti-adhérent sur les bennes et des eaux de ruissellement sur les aires étanches. Ces effluents susceptibles d'être pollués sont collectés et dirigés après passage dans un séparateur d'hydrocarbure vers le ruisseau des Jonchères. Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif d'obturation automatique en sortie de séparateur en cas d'afflux d'hydrocarbures pour empêcher tout déversement d'hydrocarbures. Un dispositif d'obturation permettant, s'il y a lieu (pollution, incendie), de stopper le rejet vers le ruisseau des Jonchères et de confiner les eaux collectées avant rejet à l'extérieur du site, sera présent. Le dispositif permettant, si besoin, de confiner les eaux susceptibles d'être polluées (eaux d'extinction, ...) peut-être mis en œuvre en toute circonstance. Son emplacement est signalé par un panneau explicite, lisible et visible. Le dispositif, dans son ensemble, fait l'objet d'une vérification au moins annuelle et le personnel est formé à la mise en œuvre du confinement des eaux. Les éléments en justifiant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'installation est pourvue d'une rampe d'arrosage des bennes à l'eau à des fins d'anti-adhérence. L'exploitant a précisé que certains clients utilisent leur propre anti-adhérent mis en place à l'aide de pulvérisateurs avant chargement des enrobés. Les eaux collectées sur le site transitent par un déshuileur avant rejet vers le ruisseau des Jonchères. La présence d'un dispositif d'obturation automatique dans cet équipement n'a pu être identifiée lors de l'inspection. L'exploitant a indiqué qu'il le confirmera dans les prochains jours. Un dispositif (2 vannes) est par ailleurs présent pour diriger les eaux collectées soit vers le déshuileur puis le ruisseau des Jonchères soit vers un bassin de confinement. Ce dispositif n'est pas signalé par un panneau explicite, lisible et visible. Aucun élément ne permet de justifier que ce dispositif est vérifié au moins annuellement. Le personnel questionné n'a pas été formé à la mise en œuvre du confinement des eaux (un des 2 opérateurs ne connaissait pas l'existence de ce dispositif). Les éléments justificatifs ne sont, de fait, pas à la disposition de l'inspection des installations classées. Le dispositif a été testé (manœuvre des vannes) sans arrivée d'eau et fonctionne. Cette manœuvre se fait au moyen d'une clé qui doit être déplacée et positionnée « à l'aveugle » sur l'écrou de manœuvre de chaque vanne. Il a été signalé qu'une réflexion pour améliorer et faciliter la manœuvre en cas d'accident serait souhaitable (positionnement d'une clé par vanne ou autre...).
Observations : L'exploitant doit s'assurer que les effluents susceptibles d'être pollués sont collectés et dirigés après passage dans un séparateur d'hydrocarbures vers le ruisseau des Jonchères (notamment les égouttures au niveau de l'aire où les engins font le plein-Cf. point de contrôle n°5). L'exploitant doit s'assurer que le séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif d'obturation automatique en sortie de séparateur en cas d'afflux d'hydrocarbures pour empêcher tout déversement dans les sols ou le milieu naturel. L'emplacement du dispositif permettant de confiner les eaux susceptibles d'être polluées doit être signalé par un panneau explicite, lisible et visible. Ce dispositif, dans son ensemble doit faire l'objet d'une vérification au moins annuelle par l'exploitant. Une réflexion pour en faciliter la mise en œuvre en toute circonstance pourrait être menée. Le personnel doit être formé à la mise en œuvre du confinement des eaux. Les éléments en justifiant doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées de la mise en œuvre effective de ces dispositions.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.2.3
Thème(s) : Autre, Eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction d'incendie sont collectées dans un bassin étanche permettant de les confiner. Ce bassin dispose en permanence d'un volume (vide) disponible suffisamment dimensionné, ne pouvant être inférieur à 240 m ³ , dont la justification du volume est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce bassin peut être constitué par le ou les bassins étanches prévus aux articles précédents.
Constats : Un bassin étanche de collecte des eaux d'extinction d'incendie d'un volume (vide) disponible estimé à plus de 240 m ³ est présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Gestion des ouvrages (déshuileur)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.3.2 (pour partie)
Thème(s) : Autre, Gestion des ouvrages (déshuileur)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de collecte et le débourbeur-séparateur à hydrocarbures doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins une fois par an. L'exploitant doit conserver pendant cinq ans tous les documents qui justifient l'entretien régulier des séparateurs et l'élimination des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par les séparateurs et les points de collecte.
Constats : L'exploitant n'a pas d'information sur le nettoyage du séparateur à hydrocarbures et a précisé avoir sollicité un prestataire pour intervenir dans les jours à venir (la société SARP).
Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Surveillance de la qualité des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 4.3.4
Thème(s) : Autre, Surveillance de la qualité des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à un contrôle semestriel de la qualité des eaux rejetées vers le ruisseau des Jonchères. Ce contrôle porte sur les paramètres indiqués à l'article précédent ainsi que sur les HAP (NFT 90115).
Constats : L'exploitant ne dispose pas de résultats de contrôles et n'a pas connaissance que des contrôles ont été faits. L'inspection a permis à l'exploitant de localiser le point de rejet dans le ruisseau des Jonchères. Il a précisé qu'il s'engageait à faire procéder aux analyses prescrites dans les plus brefs délais.
Observations : L'exploitant doit se mettre en conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 7.6.3
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par les normes en vigueur sont répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements. Les extincteurs doivent être homologués. Ils sont repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés et accessibles en toutes circonstances. Ils sont vérifiés au moins une fois par an et ils sont maintenus en état de fonctionnement en permanence. Une réserve d'eau d'au moins 240 m3, signalée par un panneau (lettres rouges sur fond blanc précisant « réserve d'incendie capacité de 240 m3 »), située dans un bassin placé à moins de 100 mètres de l'installation par les voies praticables (à l'extérieur des flux thermiques) et munie d'une aire d'aspiration supérieure à 32 m2 (minimum 8 m X 4 m) sera disponible en permanence. Les eaux d'incendies seront collectées et confinées conformément à l'article 4.2.3. Des produits absorbants spécifiques sont mis à disposition du personnel en cas d'écoulement accidentel.
Constats : Des extincteurs adaptés sont répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements. Les extincteurs vus (constat non exhaustif) sont repérés et accessibles. L'exploitant a présenté un rapport de vérification, du 21 juin 2022, de ses équipements (rapport de la société Chubb France du 28/06/2022). L'exploitant a présenté le bassin de la centrale à béton voisine comme réserve d'eau d'au moins 240 m3, signalée par un panneau. Au niveau de ce bassin, il est précisé « réserve d'incendie capacité de 120 m3 ». La présence de produits absorbants spécifiques mis à disposition du personnel en cas d'écoulement accidentel n'a pas été vérifiée lors de l'inspection. La présence d'un panneau signalant « Accès réserve incendie » orienté vers les bassins de la station communale jouxtant le site, au Nord-Est a été constatée à proximité de la rampe d'accès à l'aire d'entreposage des enrobés à recycler.
Observations : Un examen post-inspection du dossier de modification de la centrale d'enrobés de 2018 a montré qu'il y est précisé (notamment à sa page 299) que « ...,les bassins de lagunage de la station communale, mitoyenne permettront de couvrir les besoins en eau... ». Notamment au regard de ces indications, visiblement non connues de l'exploitant, ce dernier doit donc confirmer qu'il dispose bien d'une réserve d'incendie accessible telle que prescrite par l'autorisation d'exploiter et comme le laissait entendre le panneau "Accès réserve incendie" qui est présent dans la centrale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet